

Dijon, ville industrielle ?

Robert Chapuis

1988 - La documentation française - Dijon et son agglomération

L'image de marque de Dijon n'est pas celle d'une ville industrielle, si ce n'est à travers le cassis, la moutarde, le chocolat... Dijon évoque plutôt une vieille cité historique, commerciale, administrative. L'image correspond-elle à la réalité ?

D'une certaine façon oui, puisque le secteur tertiaire offre près des trois quarts des emplois et le secteur secondaire 27 % seulement, soit moins que la moyenne des agglomérations françaises de cette taille. Par d'autres côtés non, puisque Dijon est le premier centre industriel de sa région avec 25 000 salariés, devant Chalon-sur-Saône (17 000) et Le Creusot-Montceau-les-Mines (17 000). A l'échelon du département, la domination de l'agglomération dijonnaise est totale puisque 55 % des emplois du secteur secondaire y sont localisés.

Ces apparentes contradictions s'expliquent par le fait que, en dehors des industries agro-alimentaires (IAA) et de quelques autres, Dijon n'a pas vraiment de tradition industrielle et que son secteur secondaire ne s'est gonflé que très récemment.

Deux phases d'industrialisation

Avant 1820, l'industrie dijonnaise est à peu près inexistante. Les premières pistes d'avenir s'ouvrent un peu plus tard. En 1838, un certain Lagoute fait macérer du cassis dans de l'alcool et obtient une liqueur vite appréciée. En 1850, Grey ouvre la première véritable usine de moutarde ; bientôt ce sera le tour du pain d'épice. La même année, Fournier et Thévenot ouvrent le premier laboratoire pharmaceutique dijonnais.

Le chemin de fer, ferment de l'industrialisation

Mais c'est l'étoile ferroviaire de Dijon, mise en place pour l'essentiel entre 1851 et 1862, qui va vraiment faire démarrer l'industrie dijonnaise. Les ouvriers, qui formaient 22 % de la population active en 1836, passent à 36 % en 1856. Le nombre des entreprises double sous le Second Empire à la fin duquel se créent la biscuiterie Pernot et l'usine métallurgique Pétolat.

Les créations ralentissent entre 1870 et 1880, mais reprennent dans les années suivantes avec la fondation de l'usine des machines-outils Vernet en 1882, de la Manufacture des tabacs en 1885, des cycles Terrot en 1887, entreprises appelées à un beau développement dans les années suivantes. Certaines fabriques de liqueurs, de moutarde deviennent industrielles. La ville commence à prendre un visage industriel

; en 1891, l'industrie occupe 10 000 personnes. Le quartier Clemenceau, le quai Saint-Nicolas sont alors de véritables zones industrielles, avant la lettre. Des quartiers populaires et des faubourgs de bidonvilles abritent la population ouvrière.

Mais les difficultés économiques de la fin du XIXe siècle, puis la Première Guerre mondiale, suivie de la crise des années 30, vont bloquer l'élan de l'industrialisation. Cependant, si les effectifs n'augmentent plus globalement, certaines créations précédentes prennent de l'ampleur. Terrot lance sa première voiture en 1899, puis se spécialise dans la moto et le vélo ; l'entreprise va employer jusqu'à 3 000 personnes. Le secteur agro-alimentaire se concentre lentement, mais une quarantaine d'entreprises fabriquent encore liqueurs, pain d'épice et moutarde. Seules la biscuiterie Pernot (800 salariés) et la Manufacture des tabacs (600) atteignent une taille importante.

Cependant quelques noms nouveaux, promis à un certain avenir, apparaissent : moutarde Parizot, chocolats Lanvin, détailliers Simplex, Société d'optique et de mécanique, moteurs Parvex. C'est seulement après la Seconde Guerre mondiale que va commencer la seconde phase d'industrialisation.

Les beaux jours de la décentralisation industrielle

L'agglomération, qui ne comptait qu'une dizaine de milliers d'actifs avant la dernière guerre, et qui n'en a encore qu'une douzaine de milliers en 1954, va voir ce chiffre plus que doubler en quatorze ans (27 000 en 1968), puis augmenter encore un peu jusqu'à la crise (30 000 en 1975). Que s'est-il passé ?

L'agglomération a eu la chance d'attirer, dans les années 50 et 60, de nombreuses entreprises extérieures. Son atout essentiel, c'est ce carrefour ferroviaire et routier qui la met à proximité de Paris et à courte portée des marchés européens. Mais l'agglomération dispose également d'une forte réserve de main-d'œuvre, puisqu'elle gagne 80 000 habitants entre 1946 et 1948. Cette main-d'œuvre, dont les femmes et les jeunes forment les gros bataillons, est relativement bon marché, puisque les salaires y sont en moyenne inférieurs de 15 % à ceux de la région parisienne. Elle n'est certes pas très qualifiée, ce qui n'est pas alors un handicap ; par contre, elle est socialement calme, peu syndicalisée, ce qu'apprécient les chefs d'entreprises...

Localement, si la municipalité n'a pas été très entreprenante, des personnalités locales dynamiques, en particulier dans les comités d'expansion, ont sensibilisé les élus, les chambres de commerce et d'industrie, les administrations, à la nécessité de faciliter l'accueil des nouvelles entreprises. Cela va se traduire par l'aménagement entre 1958 et 1971, de quatre vastes zones industrielles Dijon-Longvic (330 ha) spécialement destinée aux grands établissements venu: de l'extérieur, Dijon-Nord-Est (91 ha), Dijon-Chenôve (123 ha), Dijon-Saint-Apollinaire (165 ha), sans compter

quelques zones plus petites (voir tableau 11). En treize ans, l'agglomération se dote de 850 hectares de terrains aménagés.

Tableau 11 - Les zones d'activité économique de l'agglomération (1987) en ha

	Année de création	Surface totale	Surface utile	Surface disponible
ZI Longvic	1958	330	260	42
ZI Dijon Nord-Est	1961	91	72	0
Dijon-Chenôve	1963	123	99	0
Dijon-abattoirs	1966	8	7	0
ZI Quetigny	1968	37	33	0
Dijon-Saint-Apollinaire	1971	165	120	36
ZA Fontaine	1972	45	38	1
ZA Talant	1973	12	10	0
ZA Quetigny	1975	30	26	14
ZA Chevigny	1978	5	4	1
ZC Quetigny	1979	44	38	11
ZA Neuilly	1979	5	4	2
Parc Mirande-Dijon	1985	3	3	0
ZA Ahuy	1986	7	5	5
Parc Pouilly-Dijon	1987	21	-	-

ZI : zone industrielle ; ZA : zone d'activité ; ZC : zone commerciale

Source : Agence intercommunale d'urbanisme

L'agglomération va donc voir arriver spontanément, puisqu'elle n'offre aucun avantage particulier dans le cadre de la décentralisation officielle, deux sortes d'entreprises. Des entreprises parisiennes d'abord ; certaines, mal à l'aise dans la capitale, veulent agrandir et moderniser leur outil de production en transférant leurs établissements en province ; d'autres veulent créer de nouvelles activités. C'est le cas de Thomson, Delalande, Télémechanique, Bourgogne Électronique, etc. Arrivent également des entreprises étrangères, et spécialement des multinationales qui veulent prendre pied dans le Marché commun. C'est le cas de Hoover, New Holland, Sunstrand, Winthrop, Tetrapak, Philips, Solvay, etc. L'agglomération accueille ainsi quelque 6 000 emplois.

Pendant ce temps, le sort des firmes d'origine dijonnaise est variable. Certaines s'éteignent, comme la biscuiterie Pernot, ou disparaissent après absorption, comme les pains d'épice Philbée. Amora rassemble d'abord autour d'elle un groupe

important qui, après diverses péripéties, est absorbé par BSN. D'autres encore ne doivent leur salut qu'à leur rachat par des groupes extérieurs. Terrot devient filiale de Peugeot en 1958, puis est intégrée au groupe. Pétolat, d'abord associée avec Boilot est reprise par Manubat et finalement encore par Peugeot. Hugonnet, qui fabriquait du matériel de laiterie, est reprise par Luchaire. Lanvin passe dans le groupe anglais Mackintosh. Par contre, certaines réussissent une belle percée, comme les laboratoires Fournier, lancés par le Lipanthyl.

Dijon s'industrialise donc, mais son industrie perd le plus souvent son caractère local. Plus grave, dès le début des années 70, les implantations nouvelles se raréfient pour cesser complètement avec la crise de 1973. C'est qu'en effet les conditions ont complètement changé. Pour les entreprises il n'est plus guère question de se délocaliser, il leur faut d'abord survivre. Pour les plus dynamiques, se délocaliser ce n'est pas aller de Paris à Dijon, mais c'est s'implanter en Extrême-Orient, par exemple... Il est d'autant moins question de venir à Dijon que cette ville ne bénéficie d'aucun avantage dans le cadre de l'aménagement du territoire.

L'époque de la création des grandes zones industrielles est révolue : 87 hectares seulement créés ou aménagés en 1972 et 1975, presque rien (10 ha) entre 1975 et 1985 (zone commerciale de Quetigny exclue), une timide reprise depuis 1985 avec le parc de Mirande et le parc d'activités technologiques de Pouilly, mais dont on sait qu'ils ont une vocation de prestataires de services plus que de production.

Pire, l'agglomération se désindustrialise. Selon les données ASSEDIC, qui portent sur les salariés du secteur privé, ceux-ci étaient environ 32 500 en 1977 ; ils ne sont plus que 26 200 en 1982 et 23 800 en 1987, bien que la tendance à la baisse se soit ralentie depuis 1986. En somme, depuis la crise, l'agglomération a perdu 8 700 salariés de l'industrie, soit 27 % de ses effectifs.

Le paysage industriel n'a cependant pas fondamentalement changé depuis la crise. Un certain nombre de PME ont fermé leurs portes, surtout dans le bâtiment et les travaux publics (BTP) (dont 5 employant de 50 à 250 salariés), mais aussi dans l'industrie manufacturière : douze entreprises de 50 à 350 salariés. Le plus souvent, les difficultés se sont traduites par un dégraissage des effectifs : par exemple, Peugeot est passé de 1 500 emplois à 830 de 1975 à 1988. Après ces péripéties, comment l'industrie se présente-t-elle dans l'agglomération, aujourd'hui ?

Les entreprises industrielles

La structure des entreprises

En 1986, selon la chambre de commerce et d'industrie, il y avait 313 établissements industriels de plus de 10 salariés dans l'agglomération. Le nombre des entreprises est un peu moins important, car quelques-unes de celles-ci possèdent plusieurs établissements (Fournier, Amora, par exemple), mais le cas reste rare.

A l'examen du tableau 12 on remarque tout d'abord que l'agglomération ne dispose d'aucun établissement de très grande taille : le seul établissement qui dépassait, et de très peu, 1 000 salariés (Peugeot) en 1986 est maintenant tombé largement en dessous. Les établissements de 500 à 1 000 salariés sont eux-mêmes peu nombreux, quatre seulement. L'originalité est donc dans la nombreuse cohorte des entreprises petites ou moyennes : 46 entreprises de 100 à 500 salariés, 262 de moins de 100 salariés. Le tableau 12 fait encore apparaître que la structure des entreprises a relativement peu changé depuis 1981, de même que leur nombre (317 en 1981, 313 en 1986).

Tableau 12. – Structures des établissements industriels (1986)

Nombre de salariés	<i>10-49</i>	<i>50-99</i>	<i>100-199</i>	<i>200-499</i>	<i>500-999</i>	<i>1000 et plus</i>	<i>Total</i>
Nombre d'établissements	228	34	21	25	4	1	313
(en 1981)	(233)	(30)	(28)	(20)	(5)	(1)	(317)
% des établissements	72,84	10,86	6,70	7,98	1,27	0,31	100
Effectifs	5 215	2 458	3 005	7 806	3 167	1 002	22 653
% des effectifs	23,02	10,85	13,26	34,45	13,98	4,42	100

Source : Chambre de commerce et de l'industrie de Dijon.

On a souvent dit que cet émiettement des entreprises était un handicap. Par certains côtés cependant, il a été un atout pour l'agglomération, notamment contre le chômage, puisque les PME ont généralement mieux résisté à la crise que les grandes entreprises et que la diversité des activités a permis une répartition des risques.

L'émiettement est cependant plus ou moins marqué selon les activités comme le montre le tableau 13.

On constate que le BTP est émietté en de très nombreux établissements de petite taille, que les industries mécaniques et les IAA représentent assez bien la structure type, enfin que les industries pharmaceutiques, électriques et électroniques se situent plutôt dans les tailles supérieures.

Dépendance et isolement des entreprises

Au vu de l'histoire industrielle récente de l'agglomération, on se doute que les entreprises sont largement dépendantes de capitaux et de décisions extérieurs. Comme on l'a vu plus haut, sur vingt entreprises de plus de 300 salariés, six seulement ont un siège local. Pour certaines de celles-ci d'ailleurs, comme Hoover, toutes les décisions ne sont pas prises sur place ; les grandes orientations sont définies par le groupe. Au total, les entreprises locales de plus de 50 salariés ne

contrôlent qu'environ 20 % de la main-d'œuvre, les firmes étrangères à peu près autant, le reste étant contrôlé par des entreprises françaises, souvent parisiennes.

Tableau 13. — Structures des établissements industriels selon les secteurs d'activité (1986)

<i>Secteurs d'activités</i>	<i>Nombre de salariés</i>						<i>Total</i>
	<i>10-49</i>	<i>50-99</i>	<i>100-199</i>	<i>200-499</i>	<i>500-999</i>	<i>1000 et plus</i>	
Energie	2			1			3
Traitement des métaux	12	2		2			16
Fabrication matériaux de construction	3	1	1	6			11
Industries chimique et pharmaceutique	3	1	1	6			11
Industries mécaniques	24	7	5	3		1	40
Industries électrique et électronique équipement ménager	22	1	1	4	2		30
Industries agro-alimentaires (IAA)	18	7	3	4	1		33
Industries du bois et papier	5		1		1		7
Textile et cuir	5						5
Industries diverses	18	2	1	1	1		23
Bâtiment, travaux publics	109	13	9	3			134
Total	221	34	22	30	5	1	313

Source : Chambre de commerce et de l'industrie de Dijon.

Une des conséquences de cette situation, et particulièrement du fait que beaucoup d'établissements ont été parachutés de l'extérieur, c'est que les liens interentreprises sont très ténus. Les entreprises dijonnaises n'ont pas secrété, comme dans les vieilles régions industrielles, un vrai réseau de sous-traitance, d'approvisionnement, d'échanges technologiques. Chaque établissement, à l'exception de ceux qui font partie d'une même entreprise, est une île dans un lac industriel. Les IAA sont les seules à échapper un peu à ce schéma, puisqu'elles trouvent sur place de quoi conditionner en partie leurs produits (carton, feuille d'aluminium, etc.) et de quoi relever leurs sauces...

Dans le même ordre d'idées, on comprend que les relations entre l'Université et l'industrie soient également rares, comme on l'a vu plus haut, en dehors de quelques cas de collaboration (IAA, industrie pharmaceutique). Ce manque de relations entre les établissements et leur environnement fragilise incontestablement le tissu industriel, dans la mesure où un établissement qui n'a pas vraiment de liens locaux peut plus facilement s'en aller ailleurs qu'un autre.

Une main-d'œuvre féminisée et peu qualifiée

L'histoire industrielle récente de l'agglomération explique également certains caractères de la main-d'œuvre locale. En effet, les femmes forment 29 % de la main-d'œuvre industrielle de l'agglomération. Apparemment c'est peu, mais si l'on retire le BTP, masculinisé à 92 %, la proportion des femmes remonte à 36 %, ce qui est cette fois sensiblement supérieur à la moyenne française (30 %), bien que les licenciements de ces dernières années aient plus touché les femmes que les hommes.

La féminisation est cependant différente selon les branches, Les industries les plus féminisées sont de deux types. Le premier comprend les industries électriques, électroniques et de matériel de précision qui ont eu dans les années 50-60 de gros besoins en main-d'œuvre féminine peu payée et peu qualifiée. Ces industries sont féminisées à plus de 40 % et même à plus de 50 % pour deux d'entre elles. Le second type est formé, au contraire, par des industries locales traditionnellement féminisées comme les IAA (44 % des femmes) et plus encore l'industrie pharmaceutique (54 %).

La fabrication d'équipements ménagers, l'imprimerie, le caoutchouc sont à peu près dans la moyenne. Par contre, le travail des métaux, la production d'équipements industriels, la construction automobile, l'industrie du papier-carton sont nettement masculinisés, avec une nette tendance toutefois à se féminiser.

La main-d'œuvre industrielle, enfin, est relativement sous-qualifiée. Si l'on s'en tient aux chiffres globaux, cette sous-qualification apparaît peu : au recensement de 1982, 56 % de la main-d'œuvre de l'agglomération était qualifiée contre 57 % en France. L'écart était également assez faible pour les hommes (66 % d'ouvriers qualifiés contre 68 % en France). Par contre, l'écart pour les femmes était très net : 20 % seulement étaient qualifiées contre 40 % en France ; la sous-qualification est donc ici patente.

Les secteurs industriels

Les secteurs industriels de l'agglomération sont très variés, comme le montre le tableau 14, établi d'après des données ASSEDIC et donc valable pour le secteur privé.

Les industries de biens d'équipements forment la base de l'industrie locale, avec 8 100 emplois, soit 34 % des actifs. Vient ensuite le BTP avec 6 400 emplois (27

%). Les autres secteurs suivent loin derrière : industries de biens intermédiaires : 3 500 emplois (15 %), industries de biens de consommation : 2 900 emplois (12 %) et IAA : 2 700 (11 %).

Les industries de biens d'équipement

Les industries de biens d'équipement occupent à elles seules près de la moitié des effectifs de l'industrie manufacturière (BTP exclu). Elles ont perdu en dix ans 1 300 emplois, soit 14 %, mais comme elles ont moins perdu que le BTP, elles sont devenues la première branche industrielle de l'agglomération. Elles recouvrent cependant des situations fort variables selon les branches.

▪ **Les industries électriques, électroniques et d'équipement ménager** rassemblent à elles seules 4 200 salariés qui travaillent dans 30 établissements, dont 22 ont moins de 10 salariés, 2 entre 50 et 200 et 6 plus de 200 : Alsthom Parvex à Dijon (servo-moteurs, 440 salariés), fa Télémécanique (constituants pour automatismes industriels) avec ses 2 établissements (Longvic, Dijon : 1 000 salariés environ), Philips éclairage (FRLE) à Longvic (lampes à incandescence, 300 salariés), LCC CICE (Thomson-Composants) à Saint-Apollinaire (ferrite pour bobinage radio, télé, etc., 960 salariés) et Hoover à Longvic (aspirateurs et cireuses, 840 salariés).

Tableau 14. - Les effectifs Industriels (1977 et 1987)

	Effectifs 1987	% du total en 1987	Effectifs 1977	% du total en 1977	Evolution 1977/87 en V.A.	Evolution 1977/87
Production	100	0,4	100	0,3	0	0,0
Industries des biens intermédiaires	3 536	14,9	3 352	11,3	184	5,5
<i>dont - Fonderie, travail métaux</i>	1 051	4,4	1 496	5,0	-445	-29,7
<i>- Bois, papier, carton</i>	660	2,8	624	2,1	36	5,8
<i>- Caoutchouc, plastiques</i>	1 354	5,7	559	1,9	795	142,2
<i>- Divers, biens intermédiaires</i>	471	12,0	673	2,3	-202	-30,0
Industries des biens d'équipement	8 070	33,9	9 410	31,6	-1 340	-14,0
<i>dont - Construction mécanique</i>	1 596	6,7	1 793	6,0	-197	-11,0
<i>- Matériel électrique</i>	2 187	9,2	1 874	6,3	313	16,7
<i>- Matériel électronique</i>	1 138	4,8	1 926	6,5	-788	-40,9
<i>- Equipement ménager</i>	908	3,8	731	2,5	177	24,2
<i>- Auto et matériel de transport</i>	1 240	5,2	2 119	7,0	-879	-41,5
<i>- Matériel de précision</i>	1 001	4,2	967	3,3	34	3,5
Industries des biens de consommation	2 901	12,2	3 202	10,8	301	-9,4
<i>dont - Parachimie et pharmacie</i>	1 789	7,5	1 149	3,9	640	55,7
<i>- Textiles, cuirs, divers</i>	355	1,5	1 282	4,3	-927	-72,3
<i>- Imprimerie, presse, édition</i>	757	3,2	771	2,6	-14	-1,8
Industries agricoles et alimentaires	2 749	11,6	3 324	11,2	-575	-17,3
Bâtiment et travaux publics	6 416	27,0	10 318	34,8	-3 902	-38,0
Total	23 772	100,0	29 706	100,0		

Source : ASSEDIC de Bourgogne.

Comme on le voit, ce sont des branches qui sont dominées par de grands groupes français ou étrangers et qui sont généralement fortement exportatrices. Aisthom-Parvex exporte 70 % de sa production, LCC LICE 55 % et Hoover autant. Depuis dix ans l'évolution a pourtant été contrastée selon les branches : les entreprises de matériel électrique ont globalement embauché (+ 300 environ), de même que l'équipement ménager (+ 200), alors que celles de l'électronique ont beaucoup débauché (- 800).

- **La construction mécanique et automobile** forme l'autre grand groupe d'activités du secteur des biens d'équipement avec 2 800 emplois. Cet ensemble a connu une baisse d'effectifs de plus de 1 000 personnes dont 80 % pour la construction automobile. 40 entreprises travaillent dans le secteur dont 31 ont moins de 100 salariés, 5 entre 100 et 200 et 3 entre 200 et 500. Une seule emploie plus de 500 personnes (Peugeot).

Dans la mécanique, on trouve particulièrement le secteur de la machine-outil (cisailles, presses), avec Vernet et Perrot, toutes deux fortement exportatrices (d'un tiers à la moitié de la production). Parmi les autres secteurs se détache la fabrication de matériel informatique (Honeywell Bull), de pompes (Frimair, Sundstrand, Suntec) et de matériel agricole (New Holland). Les entreprises ne dépassent pas 200 salariés sauf New Holland (400) qui, suite à son rachat par Ford, va cesser toute fabrication en 1988 pour devenir, il est vrai, le siège social et le centre de commercialisation de Ford-New Holland.

Dans la construction automobile, Peugeot, qui fabrique à Dijon des directions et des transmissions, domine encore et de loin, bien que ses effectifs soient passés récemment de 1 000 à 830 salariés. Simplex (antivols et accessoires automobiles) vient loin derrière. C'est Simplex également qui continue la tradition du cycle à Dijon en fabriquant antivols et dérailleurs.

- Enfin, dans la fabrication de matériel de précision et d'optique (1 000 salariés), deux établissements emploient 70 % des effectifs : Essilor International qui fabrique chaque année 14 millions de lentilles correctives, avec 430 salariés et Sopelem (appareils optiques et électroniques militaires, 360 emplois).

Les industries de biens intermédiaires

Les industries de biens intermédiaires qui, ailleurs en France, ont beaucoup souffert de la crise, ont ici paradoxalement augmenté légèrement leurs effectifs depuis dix ans (environ + 200). Mais la situation est encore une fois bien différente selon les branches.

La fonderie et le travail des métaux, qui était la branche la plus importante du secteur en 1977, a perdu 450 emplois depuis et n'en comprend plus qu'un bon millier. Cette branche est éclatée en 16 entreprises de moins de 100 salariés, à l'exception de

deux d'entre elles : Cebal (Péchiney) à Dijon, qui emploie 350 personnes dans l'emballage aluminium et Séli Hugonnet à Saint-Apollinaire, qui fabrique de la chaudronnerie inoxydable (230 salariés).

La branche caoutchouc-plastique a plus que doublé ses effectifs depuis 1977 (+ 800 emplois). Mais c'est essentiellement grâce à la sous-branche plastique, assez fortement exportatrice (30 %), représentée par la SBAP (Solvay) qui fabrique des emballages et bouteilles plastiques (590 emplois) et Rical (bouchons plastiques).

La branche bois, papier, carton est peu représentée (660 emplois), bien que Dijon soit au centre d'un espace assez largement forestier. Les deux plus importants établissements sont les Papeteries de Dijon (220 emplois) et la Socar (Saint-Gobain) qui fabrique du carton ondulé (200). Enfin, les industries de biens intermédiaires sont encore représentées par Hoechst qui fabrique à Longvic 15 000 tonnes de résine synthétique.

Les industries agro-alimentaires

Malgré la réputation de Dijon, les IAA viennent au dernier rang parmi les secteurs industriels de l'agglomération. 33 entreprises y travaillent : 25 ont moins de 100 salariés, 3 entre 100 et 200 et 5 au-dessus. Elles se sont délestées depuis 1977 de près de 600 emplois, soit environ le cinquième de leurs effectifs initiaux.

Mais ici encore la variété est de mise. Les branches viande, lait, conserves, minoteries et boulangerie-pâtisserie emploient environ 1 100 personnes, dont 600 pour cette dernière. Trois entreprises emploient plus de 100 personnes Boulangerie de Bourgogne à Saint-Apollinaire (100 emplois), Palais de la viande et Grandes Minoteries dijonnaises (chacune 150).

La fabrication de liqueurs, et principalement de cassis, n'occupe que 350 personnes, dont 250 chez L'Héritier-Guyot et 100 chez Lejay-Lagoute. Cette spécialité typiquement dijonnaise, puisque le cassis de Dijon ne peut être fabriqué que sur place, ne trouve cependant plus guère dans sa région que 20 % des fruits qu'elle utilise. Le reste vient des pays de l'Est, d'Autriche et de quelques régions françaises.

La moutarde, autre gloire de la ville, peut quant à elle se fabriquer hors de Dijon. C'est ce qui fait que l'agglomération ne fabrique qu'un tiers de la moutarde française. Amora (600 salariés), filiale du groupe BSN, fabrique, à Dijon et ailleurs, les trois quarts de la vinaigrette française, environ la moitié de la moutarde, des ketchups et des vinaigres fins, enfin le quart de la mayonnaise. Liebig-Maille emploie moins d'une centaine de personnes.

Le pain d'épice, autre vieux fleuron de la ville, a presque abandonné Dijon. Seul Mulot et Petitjean (environ 40 salariés) maintient la tradition. Le chocolat a eu, comme on le sait, plus de chance ; Rowntree-Mackintosh, malgré un fort délestage de ses effectifs, emploie encore 420 salariés dans la production de confiseries en chocolat

et bonbons fins. Enfin l'établissement de la Seita, qui fabrique à Dijon tabac et cigarettes, emploie 410 personnes.

Les industries de biens de consommation

Ces industries sont globalement peu représentées dans l'agglomération. Cependant, l'une de leurs branches occupe les deux tiers des emplois : la parachimie (100) et surtout la pharmacie (1 700). Cette dernière a réussi à presque doubler ses effectifs depuis la crise. La plus ancienne entreprise est également restée la première : les laboratoires Fournier avec leurs 4 établissements emploient environ 600 personnes à Dijon, Chenôte et Daix. L'entreprise, qui s'est diversifiée dans la fabrication de ruban adhésif (Plasto : 410 emplois à Chenôte), investit 13 % de son chiffre d'affaires dans la recherche de médicaments nouveaux qui serviront de relais à ses fabrications traditionnelles. Mais d'autres entreprises de bonne taille sont également installées dans l'agglomération : les laboratoires Monot (570 salariés) et Delalande (180) à Quetigny, Winthrop à Longvic (240), sans compter 4 autres laboratoires de petite taille. Le secteur pharmaceutique représente ce qu'il y a de plus dynamique dans l'industrie dijonnaise.

Les autres industries de biens de consommation sont très différentes. La branche textile, habillement, cuir a été très touchée par la crise puisqu'elle a perdu les trois quarts de ses effectifs. Elle n'emploie plus que 350 personnes. L'imprimerie, la presse, l'édition, quant à elles, maintiennent leurs effectifs vers 750 depuis dix ans. A côté de 8 petits établissements de moins de 30 salariés et de 2 de 50 à 100, Le Bien public domine avec 250 emplois.

Le bâtiment et les travaux publics

Le BTP emploie à lui seul plus du quart des salariés de l'industrie dijonnaise. C'est un secteur à part, de par sa structure très éclatée (80 % des 134 entreprises ont moins de 50 salariés et 3 seulement entre 100 et 500, dont l'Entreprise industrielle, 440 salariés), par sa sensibilité à l'égard des commandes publiques et de la conjoncture économique. La crise a donc durement touché ce secteur qui a perdu 3 900 emplois en dix ans (-38 %) et qui, du tiers de la main-d'œuvre de l'agglomération, est passé au quart, malgré le rétablissement amorcé depuis 1985.

L'espace industriel

L'industrie est discrète dans l'agglomération. Pas de vastes usines à Dijon, pas de cheminées malodorantes, même en périphérie. Et pourtant l'agglomération offre 25 000 emplois industriels ! Où sont-ils ?

On mettra tout de suite à part les 6 500 ouvriers du bâtiment qui dépendent d'entreprises localisées pour plus de la moitié à Dijon, pour le reste surtout à

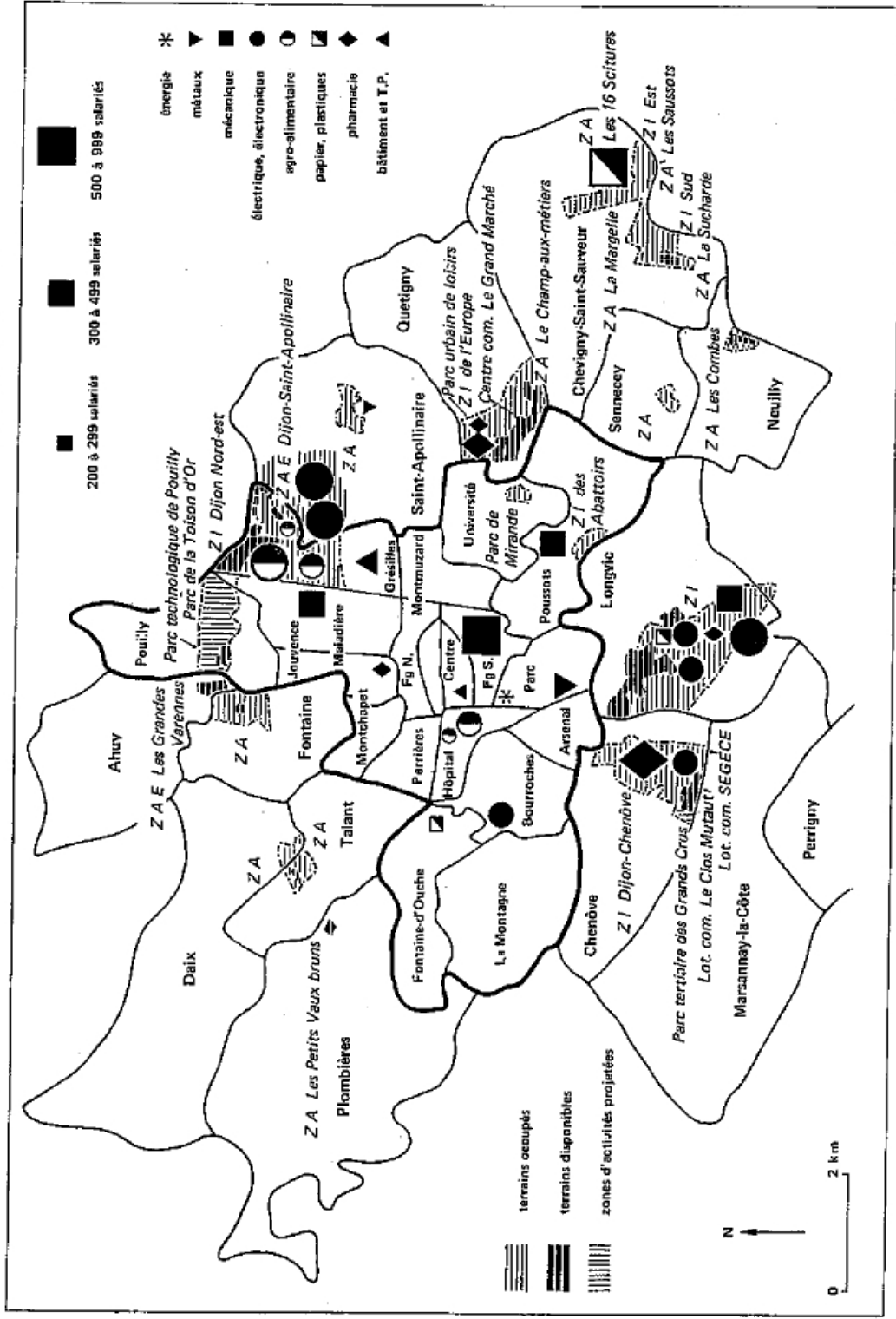
Chenôve (14 %), Longvic (10 %), Fontaine (6 %), mais qui se dispersent dans des chantiers mobiles dans et en dehors de l'agglomération.

Les salariés des industries manufacturières dépendent pour une petite moitié de Dijon (46 %), mais c'est maintenant Longvic qui vient en deuxième position (22 %), puis Saint-Apollinaire (12 %), Chenôve (8 %), Chevigny (6 %), Quetigny (5 %) ; les autres communes en ont moins de 1 %.

Dijon a en effet gardé sur son territoire certaines industries traditionnelles, à la fois dans le péricentre (Grandes Minoteries, Amora, Parvex vers le canal, Peugeot successeur de Terrot à l'est) et dans la zone industrielle du nord-est, créée pour les industries dijonnaises en mal d'espace (Lanvin, Manufacture de tabac, Sopelem). La ville a pu ainsi conserver sur son territoire 12 établissements de plus de 200 salariés et environ 70 de plus petite taille (voir figure 11). Depuis les années 60, la répartition de l'industrie a peu changé. La création récente du parc de Mirande (3 ha) et du parc d'activités technologiques de Pouilly (21 ha) n'amène pas de vrais changements, puisque ces zones accueillent plutôt des activités tertiaires. L'avenir dira si l'association enseignement, recherche et industrie fera de Pouilly une véritable technopole.

La répartition des emplois industriels dans les autres communes s'explique essentiellement par la répartition des zones industrielles créées dans les années 60-70 (voir tableau 11). Les 4 000 emplois de Longvic s'expliquent par sa vaste zone de 330 hectares où se sont installées les grandes entreprises extérieures, les 2 200 emplois de Saint-Apollinaire par la zone de 160 hectares qui a été aménagée. Chenôve vient assez loin derrière (1 350 emplois), car sa zone de 123 hectares est plus à destination commerciale qu'industrielle. On peut en dire autant pour Quetigny (870 emplois) où 43 hectares de zone d'activité sur 110 sont consacrés au centre commercial et pour Chevigny où un seul gros établissement est installé. Les autres communes ne disposent que de zones plus petites, d'ailleurs plus souvent artisanales qu'industrielles.

Figure 11. — Les zones d'activité économique et l'industrie dans l'agglomération dijonnaise en 1987



Source : d'après l'Agence intercommunale d'urbanisme.

Cependant, depuis 1986, le paysage industriel paraît moins sombre, car la baisse des emplois est moins rapide, ce qui peut laisser espérer une stabilisation aux alentours du niveau actuel. En effet, quelques branches restent dynamiques, d'autres maintiennent leurs effectifs depuis plusieurs années et semblent en mesure de continuer à le faire, d'autres encore paraissent avoir mis fin à leur cure d'amaigrissement, le bâtiment, enfin, pourrait avoir touché le fond du gouffre. Le parc technologique de Pouilly devrait, sinon créer des centaines et des centaines d'emplois, du moins contribuer à fournir un point d'ancrage à un développement industriel futur d'une autre nature. Espoir donc, mais espoir mesuré...